

qu'empirer et un gouvernement immobiliste n'a rien fait. Ainsi, d'année en année, la situation empire.

Bien entendu, monsieur l'Orateur, nous tous de l'opposition—moi en tout cas et, j'en suis sûr, tous mes collègues néo-démocrates—savons que le problème du logement est, en un sens, universel. Très peu de villes dans très peu de pays du monde ont pu suivre convenablement et assez vite l'urbanisation rapide qui s'est produite ces dernières décennies dans tous les centres et les pays industrialisés du monde. Personne ne s'attend qu'un gouvernement, quel qu'il soit, puisse résoudre ce problème du jour au lendemain, car c'est un problème cumulatif qui résulte de l'urbanisation rapide, et encore plus rapide au Canada que partout ailleurs.

C'est un problème qui ne peut se régler qu'à près des années. Peut-être faudra-t-il même attendre une génération. C'est précisément pourquoi je dis au ministre, avec tout le sérieux possible, que parce qu'il y a eu une accumulation de mauvaise gestion pendant des décennies dans le passé et que c'est le résultat de l'urbanisation rapide qui s'intensifie d'année en année et qu'il faudra peut-être des années avant de régler le problème du logement, c'est une raison de plus pour reprocher vigoureusement au gouvernement de n'avoir pas pris les premières mesures vers une solution.

• (2.40 p.m.)

Personne n'attend de miracle du ministre mais, par contre, on attendait du premier ministre, l'homme d'action de 1968, et de son gouvernement une façon plus moderne d'aborder ce problème. On s'attendait qu'ils en reconnaissent l'urgence et adoptent des mesures indiquant au moins que nous prenons un départ moderne pour triompher de la pénurie de logements, des taudis urbains, des bidonvilles, du surpeuplement des logis, des conditions qui forcent les petits enfants à jouer dans la rue parce qu'il n'y a ni parc ni terrain de jeu dans nos villes, des embouteillages, de la pollution de l'air et de l'eau et de tout ce que les porte-parole du gouvernement évoquent maintenant depuis des années avec tant de lyrisme et de poésie. J'ai dû dire à la Conférence des maires et des municipalités, où j'ai eu le plaisir de prendre la parole à déjeuner mardi dernier, que ces problèmes sont devenus si écrasants qu'ils me paraissent presque insolubles.

Le ministre en négligeant de faire le minimum qui s'impose pour régler ces problèmes

et pour entreprendre les démarches fondamentales aggrave les difficultés de jour en jour. Ce n'est pas comme si le gouvernement actuel ou le précédent n'en étaient pas très conscients. J'ai relu ce matin en guise de préface à mes commentaires un discours de l'ancien premier ministre, le très honorable Lester B. Pearson, à une conférence fédérale-provinciale tenue à Ottawa le 11 décembre 1967 sur l'habitation et l'aménagement urbain. M. Pearson avait déclaré à l'époque:

Bien que tous les échelons de gouvernement aient essayé des défaites dans ce secteur de plus en plus vital de notre vie nationale et locale, nous avons heureusement encore le temps au Canada de corriger nos erreurs et d'éviter de les répéter.

Il est déplorable que le premier ministre actuel n'ait pas été là peut-être quand M. Pearson a fait sa déclaration, car nous n'etions pas si pressés par le temps à l'époque. Nous avons encore un peu de jeu aujourd'hui, mais non seulement nous ne réparons pas les fautes du passé, mais nous ne semblons pas vouloir ne plus les commettre. Nous ne faisons qu'y ajouter, tout au contraire, et nous aggravons la situation. M. Pearson ajoutait ceci, dans son exposé susmentionné, et je recommande ce passage à l'attention du ministre et du premier ministre. Après avoir précisé que les juridictions créaient des difficultés et avaient leurs limites, il a dit:

Le milieu urbain est aujourd'hui d'une telle importance fondamentale pour chaque facette de la vie canadienne, y compris la santé et l'économie de toute la nation, que les problèmes locaux qui existent dans chaque région forment un tout qui constitue un problème national dont le gouvernement fédéral doit sans conteste se préoccuper.

C'est ce qui a été dit le 11 décembre 1967, je suis sûr que si je lisais le hansard et si j'avais le temps de relire les discours prononcés par M. Pearson et par bien d'autres avant 1967, je trouverais exactement le même genre de déclaration: notre programme jusqu'ici a été un échec, nous avons encore le temps d'y remédier et tout ceci est un problème national et une responsabilité nationale. Mais lorsque je compare le tableau de 1970 à celui de 1967 je vois que la situation s'est aggravée dans le domaine du logement. Le prix de nos maisons a augmenté, nos loyers ont augmenté et, dans les villes en général la situation a empiré depuis le 11 décembre 1967 et le gouvernement, comme cela est clairement démontré par la situation existante doit porter tout le blâme de cet échec pour l'importante question du logement et des affaires urbaines.

Ce n'est pas comme si la construction était au point mort. Il y a peu de villes dans ce